

Action **Recherche**  
**Surveillance environnementale  
en Afrique**

Projet **ROSELT/OSS 2000-2005**

Réseau d'observatoires de suivi écologique à long terme / Observatoire du Sahara et du Sahel

Coût et financement

**Appuis financiers**

Fonds Français Environnement Mondial FFEM (35 %), Institut de Recherche pour le Développement IRD (35 %), Ministère de l'Écologie et du Développement Durable (MEDD) (15 %), Ministère français des Affaires Étrangères MAE (10 %), Direction du Développement et de la Coopération DDC Suisse (5 %), et contribution de la Coopération Italienne sur l'observatoire de Keita (Niger)

Objectif

- Mettre en œuvre un système harmonisé et pérenne de surveillance environnementale
- Assurer l'ancrage institutionnel de ROSELT/OSS dans les politiques nationales
- Renforcer les capacités techniques et scientifiques des pays
- Rendre les connaissances utilisables pour les acteurs du développement

Zone d'intervention

- Zones arides, semi-arides et sub-humides sèches autour du Sahara en Afrique continentale



Paroles

« L'approche d'observation environnementale locale ROSELT est originale et innovante, elle répond à un besoin pressant en matière d'aide à la décision et de lutte contre la désertification » Mongi Sghaier, coordinateur ROSELT/OSS, Institut des Régions Arides - IRA, Tunisie

Mots-clés

Observatoire, outils d'aide à la décision, indicateurs, suivi-évaluation, désertification, Afrique, réseau

Recherche **Surveillance environnementale en Afrique**

Projet **ROSELT/OSS 2000-2005**

Zone d'intervention **Zones arides, semi-arides et sub-humides sèches autour du Sahara en Afrique continentale**



## 1 • Problématique de la zone

Les sociétés rurales des régions africaines sèches sont en pleine mutation sociale et démographique. Leurs systèmes écologiques fragiles et à faible résilience supportent des perturbations anthropiques fortes, avec une accentuation de la sécheresse. Le couvert végétal et les paysages se modifient, tout comme la productivité de l'agriculture et les conditions de vie des populations. L'extension des phénomènes de dégradation des terres et l'inquiétude des pays concernés, comme de la communauté internationale, ont créé le besoin de mettre au point des outils de surveillance de la désertification.

Dans ce contexte, étroitement lié à la Convention internationale de lutte contre la désertification et aux Accords multilatéraux sur l'environnement, ROSELT est l'un des premiers réseaux régionaux africains d'observatoires locaux et d'institutions du Sud collaborant entre elles et avec des institutions du Nord.

## 2 • Acteurs, partenaires techniques et financiers

**Au niveau local**, chaque observatoire a été placé sous la responsabilité d'un coordinateur scientifique d'observatoire, en liaison avec le coordinateur scientifique national ROSELT/OSS (parfois la même personne) et, quand la dynamique nationale l'a permis, avec l'organe national de coordination (ONC) du PAN/LCD. Les bénéficiaires directs du projet sont les acteurs de la gestion des ressources naturelles sur la région représentée par l'observatoire.

**Au niveau national**, une institution scientifique et technique a été chargée de la mise en œuvre du projet. Elle a désigné son représentant national ROSELT/OSS (généralement le directeur de l'institution). Elle a reçu, de la part des structures nationales et des partenaires de coopération, des moyens en équipements et en fonctionnement, complémentaires à ceux du projet ROSELT/OSS. Les bénéficiaires directs sont les institutions scientifiques en charge de programmes de recherche sur les zones représentées par les observatoires, les services techniques de l'État pour collecter des informations complémentaires et aménager leur propre campagne de collecte, les ministères en charge de l'environnement pour planifier leurs actions de lutte contre la désertification.

**Au niveau sous-régional**, l'OSS a cherché à impliquer progressivement l'UMA en Afrique de Nord (Union du Maghreb Arabe), l'IGAD en Afrique de l'Est (Inter-Governmental Authority for Development), le CILSS/INSAH en Afrique de l'Ouest (Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel / Institut du Sahel).

**Au niveau régional**, l'OSS a été maître d'ouvrage. La maîtrise d'œuvre et une partie de la maîtrise d'ouvrage déléguée ont été confiées à l'IRD, en consortium opérateur régional avec le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) et l'INSAH (Institut du SAHEL). Les bénéficiaires directs sont les institutions scientifiques du Nord et du Sud impliquées dans des projets de recherche sur les problématiques environnementales africaines, les organes de coordination scientifiques ou politiques des Accords multilatéraux sur l'environnement.

Objectifs spécifiques	Activités : techniques et méthodes	Résultats
1-Dispositif de collecte des données sur les observatoires locaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ateliers nationaux, sous-régionaux et régionaux</li> <li>- Missions d'appui dans les pays</li> <li>- Travaux collaboratifs pour faire évoluer les propositions initiales, pour mettre au point des méthodes et outils</li> <li>- Approche interdisciplinaire et spatiale</li> </ul>	<p>Mise en œuvre partielle des dispositifs pérennes de surveillance des ressources et des usages (10 pays, 12 observatoires):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En plus de l'utilisation des statistiques nationales, les observatoires ont collecté et traité des informations complémentaires pour: <ul style="list-style-type: none"> <li>- décrire le fonctionnement des sociétés locales et leur stratégie de gestion et d'exploitation des ressources naturelles (analyses statistiques)</li> <li>- connaître la répartition spatiale de la pression humaine sur les ressources naturelles : populations, exploitations agricoles, pratiques d'exploitation et prélèvements.</li> </ul> </li> <li>- Des mesures au sol dans des stations permanentes d'observation, relevés cartographiques, associés à l'utilisation de l'imagerie satellitaire, ont permis de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- décrire le fonctionnement des systèmes écologiques en place (analyses statistiques et cartographiques) ;</li> <li>- caractériser la distribution spatiale des ressources (végétation, sol, eau, climat).</li> </ul> </li> </ul>
2-Harmonisation des méthodes de collecte et de traitements des données par thématique		<p>Depuis 2001, un consensus sur les méthodes d'échantillonnage, de collecte et traitement de l'information est progressivement adopté et formalisé dans des fascicules méthodologiques thématiques (collection ROSELT/OSS : <a href="http://www.documentation.ird.fr/">http://www.documentation.ird.fr/</a>; moteur de recherche = ROSELT/OSS).</p>
3-Production et diffusion d'indicateurs spatialisés et synthétiques, utiles aux acteurs de la gestion des ressources naturelles		<p>Des cartes diagnostics ou prospectives d'indice de risque de dégradation des terres ont été produites et diffusées de la même manière sur quelques observatoires grâce à un système d'information (modèles + outil informatique). Conçu, développé et mis en œuvre dans les pays au cours du projet ROSELT/OSS, ce système d'information est composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un outil de traitement intégré de l'information environnementale, biophysique et socio-économique, à l'échelle locale (plateforme ArcGis) : SIEL-ROSELT (collection ROSELT/OSS : <a href="http://www.documentation.ird.fr/">http://www.documentation.ird.fr/</a>);</li> <li>- Un outil (<a href="http://www.mdweb-project.org">http://www.mdweb-project.org</a>) de catalogage et de recherche de l'information environnementale via le web.</li> </ul>

### 3 • Capitalisation

#### > Aspects scientifiques et techniques 2000-2005

• Ils n'ont jamais constitué un obstacle durable et ont mobilisés les principaux efforts des équipes ROSELT Sud et Nord dans cette phase 2000-2005. Cependant, tous les enjeux scientifiques n'ont pas été traités, essentiellement pour des raisons de priorité donnée, de temps et de moyens humains et financiers. Malgré les résultats majeurs décrits ci-dessus, il est à noter par exemple le manque de techniques (démarches) communes pour une utilisation effective des informations produites par les acteurs de la gestion des ressources naturelles aux niveaux local et national. Chaque pays a effectivement utilisé indépendamment l'information qu'il produisait dans leurs projets de recherche ou de développement locaux et dans leur contribution à la réflexion nationale pour la mise en œuvre des PAN/LCD (Plan d'Action National de Lutte Contre la Désertification). De même, la valorisation régionale des informations produites par le réseau reste difficile, notamment depuis 2005, sans nouveau cadre conventionnel reliant les institutions engagées.

#### > Aspects institutionnels 2000-2005

- Les aspects institutionnels ont été plus pénalisants dans la phase 2000-2005 que les aspects scientifiques et techniques. Pour progresser, il faudrait pouvoir appuyer d'avantage les membres du réseau dans leurs activités d'information et de sensibilisation institutionnels et politiques au sein de leurs institutions et auprès de leurs tutelles. On peut relever ici trois aspects institutionnels majeurs :

- Gestion et diffusion de l'information produite au niveau régional :

Un document définissant les règles de gestion et diffusion de l'information avait été proposé par l'IRD, puis l'OSS, mais peu partagé avec l'ensemble des membres du réseau. >>>

## 3 • Capitalisation (suite)

Ainsi, il n'a pas pu être adopté par tous ; ce qui a freiné l'engagement des institutions nationales dans ce processus.

- Coordination entre plusieurs institutions scientifiques au niveau national : Lorsque plusieurs institutions scientifiques, dans un même pays, devaient participer à ROSELT pour garantir l'approche pluridisciplinaire, les équipes ont été plus difficiles à mobiliser et l'intégration des données dans une même base de données s'est rarement faite.
- Organisation dans chaque pays d'un triptyque entre « Scientifiques », « services techniques de l'Etat » et « Société Civile ».

La mise en place de ce triptyque dans chaque pays a été discutée et mis en œuvre de manière partielle selon la dynamique nationale. Pour simplifier, le premier garantit la qualité du dispositif de surveillance, le deuxième sa pérennité et le troisième son utilisation effective.

**> Dynamique actuelle**

A l'issue de cette période et des leçons tirées de l'expérience, le plus important reste l'émergence :

- D'un « noyau dur » de quelques institutions scientifiques et de chercheurs du réseau, convaincus et porteurs des méthodes ROSELT,
- D'une dynamique scientifique internationale selon une volonté d'ouverture et de partage d'expériences (pour améliorer et valider les produits scientifiques et techniques),
- D'une dynamique africaine autour de ROSELT et de ses méthodes, notamment pour la mise en œuvre des dispositifs de surveillance environnementale (via des réseaux d'observatoires locaux) à l'échelle nationale.

Aujourd'hui, les membres du ROSELT cherchent ensemble les moyens de poursuivre et consolider les activités à long terme de surveillance environnementale (contribution aux conventions internationales sur la désertification, la biodiversité, le changement climatique) qui garantissent toutes les dimensions du réseau (locale, nationale, régionale).



**Nom de la structure** IRD – Institut de recherche pour le développement

**Statut de l'organisation** Organisme de recherche publique

**Contacts • IRD – France**

Maud Loireau  
Jean-Christophe Desconnets  
US ESPACE -IRD (Expertise et SPAtialisation des Connaissances sur Environnement)  
Maison de la télédétection  
500 rue Jean-François Breton  
34093 Montpellier cedex 05  
Tel : +33 04 67 54 87 14  
Fax : +33 04 67 54 87 00  
Email : Loireau@mpl.ird.fr  
Ste web : <http://www.roselt-oss.org>

**• OSS – International**

Sandrine Jauffret

**• IRA-Tunisie**

Mongi Sghaier

